Les contradictions de l'université de masse dix ans après (1973-1983)

Jean-Pierre Jarousse

► To cite this version:

Jean-Pierre Jarousse. Les contradictions de l'université de masse dix ans après (1973-1983). Revue française de sociologie, 1984, 25 (2), pp.191-210. halshs-03188729

HAL Id: halshs-03188729

<https://shs.hal.science/halshs-03188729>

Submitted on 4 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0
International License

Jean-Pierre JAROUSSE

Les contradictions de l'Université de masse dix ans après (1973-1983) *

Dès le début des années soixante dix, avec le ralentissement de la croissance économique et surtout la saturation des débouchés traditionnels de nombreux étudiants (enseignement, recherche), le marché du travail n'a plus été en mesure d'absorber n'importe quel flux de diplômés. Le fait qu'au cours des dix dernières années de nombreux diplômés aient été conduits à accepter des emplois apparemment sans rapport avec leur niveau d'éducation illustre clairement cette situation et permet également de comprendre qu'au cours de cette même période le taux de chômage des diplômés soit demeuré relativement stable (1). L'exemple français le plus frappant en la matière est sans doute celui de la fonction publique où, ces dernières années, de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur ont postulé avec succès aux concours ouverts aux titulaires de diplômes de moindre niveau (Meylan, 1980). Des études de plus en plus nombreuses révèlent aujourd'hui l'importance de ce phénomène de déclassement (Charlot, 1983; de Francesco, Jarousse, 1982; C.E.R.E.Q., 1981, 1982a) et sa récente aggravation (Pohl, Soleilhavoup, 1982; C.E.R.E.Q., 1982b). Cette dégradation apparente des conditions d'emploi des diplômés ne semble avoir eu jusqu'ici qu'une incidence limitée sur l'évolution de la demande d'enseignement supérieur.

Au cours des vingt dernières années, malgré une relative stabilité du rapport entrées/sorties dans l'enseignement secondaire (Millot, Orivel, 1980), la part des générations successives obtenant le baccalauréat a connu une croissance régulière, passant de 11,4 % en 1960 à 25,3 % en 1979 (2); sur la même période, le taux de passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur serait pour sa part resté stable, de l'ordre de 90 % (Lassibille, Lévy-Garboua, Navarro-Gomez, Orivel, 1980) (3).

Que l'amenuisement des perspectives professionnelles des diplômés n'ait pas été suivi d'une réduction sensible des inscriptions qui puisse lui être

* Je remercie L. Lévy-Garboua, B. Lemenicier et F. Gardes pour leurs remarques et suggestions.

(1) Entre 1973 et 1979, tandis que le taux de chômage de l'ensemble des jeunes entrant dans la vie active triplait, passant de 11 % à 33 %, celui des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur connaissait une progression beaucoup moins rapide, de 11 % à 15 % (cf. Affichard,

1981). Références bibliographiques *in fine*.

(2) Le baccalauréat, Etudes et Documents, SEIS, Paris : Ministère de l'Education Nationale 81-2 (p. 141).

(3) Sur ce point et sur l'évolution récente des inscriptions dans l'enseignement supérieur par type d'établissement (1973-1981) cf. également les bilans Emploi-Formation (INSEE, 1978, 1981 et 1983).

directement imputé constitue pour la théorie économique de l'éducation un paradoxe que certains auteurs se sont efforcés de lever.

La présentation du « modèle d'éligibilité » (Lévy-Garboua, 1976) (4) et le débat (5) auquel elle a donné lieu, s'inscrivent dans cette perspective. Pour Lévy-Garboua, l'attrait que l'université a continué d'exercer sur les bacheliers malgré la dévalorisation des titres qu'elle délivre, s'explique par le mode de certification qu'elle met en œuvre qui permet aux étudiants d'abaisser le coût de leurs études (et donc d'en accroître la rentabilité), en modulant le temps qu'ils consacrent à la préparation de leur diplôme. S'appuyant le plus souvent sur les données relatives aux conditions d'insertion professionnelles des jeunes, d'autres auteurs rejettent implicitement l'explication précédente et justifient l'évolution récente de la demande d'enseignement supérieur par la perpétuation des avantages professionnels associés à la détention d'un diplôme; suite à l'amenuisement des débouchés traditionnels des étudiants, le marché du travail auparavant segmenté par niveau d'éducation, aurait cédé la place à une file d'attente (6) pour les emplois disponibles, à l'intérieur de laquelle les diplômés auraient occupé les meilleures places (Boudon, 1979; Affichard, 1981; Baudelot *et al.*, 1981; Pohl, Soleilhavoup, 1982). L'interprétation que J.-C. Passeron (1982) a proposé du paradoxe repose, comme la précédente, sur la reconnaissance d'un avantage qui resterait attaché à la possession d'un titre en dépit de la diminution de sa rentabilité sociale (statut) et pécuniaire. Pour cet auteur, quelle que soit leur valeur sur le marché du travail, les diplômes « valent inconditionnellement » comme certificats de la valeur culturelle des personnes qui les détiennent; cette particularité qui résulte de la propriété d'incorporation du capital humain pourrait expliquer que l'obtention d'un diplôme soit demeurée un objectif pour un grand nombre d'individus malgré la dévalorisation des titres sur le marché de l'emploi. Dans la section suivante, ces différentes hypothèses seront développées avant d'être confrontées avec les faits.

I. — Baisse de la rentabilité des études et évolution de la demande d'éducation : les clefs d'un même paradoxe

1. Le modèle d'éligibilité

Pour Lévy-Garboua, l'inaptitude de la théorie économique de l'éducation à rendre compte en toute circonstance de la décision qui conduit les individus à prendre une inscription dans l'enseignement supérieur tient au fait qu'en

(4) Une version formalisée du modèle a été publiée en 1979 sous le titre « Marché du travail et marché de l'enseignement supérieur » in **Eischer J.C., Lévy-Garboua L. et al.** (eds), *Economique de l'Education. Travaux Français*, Paris,

Economica.

(5) Sur ce point, cf. **Lemennicier** (1977), **Vinokur** (1977), **Lévy-Garboua** (1978).

(6) Cf. **Thurow** (1975).

considérant uniquement l'arbitrage opéré entre rémunération présente et rémunération future, elle néglige un aspect fondamental de la demande d'éducation.

Dans le cadre du modèle d'éligibilité, trois éléments concourent à la satisfaction de l'étudiant :

— deux biens présents qui sont, d'une part, son revenu, fonction des aides de toute nature qu'il peut recevoir (aide familiale, aide publique) et du temps qu'il alloue à une activité rémunérée et, d'autre part, sa qualité de vie présente, qui dépend pour l'essentiel du temps imparti aux loisirs;

— un bien futur, le bénéfice de l'« accès au marché des élites », dont l'importance varie avec l'évolution du marché du travail des diplômés; l'obtention de ce bien futur, liée à la réussite aux examens, dépend, dans une large mesure, du temps consacré à l'étude.

Les rapports dans lesquels ces biens seront mutuellement demandés, et par conséquent l'allocation du temps de l'étudiant entre les différentes activités concourant à leur obtention, dépendront, en outre, des préférences individuelles, du niveau de vie familial qui détermine la nature et l'importance du revenu présent et de l'évolution du marché du travail des diplômés qui fixe le niveau des rémunérations futures.

A l'université, la productivité marginale du temps d'étude dans la réussite aux examens est décroissante (7) et l'étudiant exerce un large contrôle sur l'allocation de son temps. Ceci va lui permettre de réagir à toute modification de sa situation. L'étudiant qui anticipe une évolution défavorable du marché du travail a la possibilité de maintenir à son niveau antérieur la rentabilité de son investissement éducatif en réduisant le temps qu'il consacrait à l'étude et en augmentant sa consommation (activité rémunérée) et/ou sa qualité de vie (loisirs) présentes. Au contraire, face à une dégradation de sa condition présente, l'étudiant va occuper un emploi à plein temps ou proche du plein temps, mais, cette fois, dans la mesure où il cherche à préserver le plus possible ses chances d'accéder au « marché des élites », au détriment de son temps de loisirs.

Après avoir dénoncé les « contradictions de l'Université de masse » — baisse des revenus futurs des diplômés, insuffisance de l'aide aux étudiants d'origine modeste —, L. Lévy-Garboua a vérifié que dans leur grande majorité les étudiants avaient réagi à l'amenuisement de leurs perspectives professionnelles en réduisant leur temps d'étude plutôt que leur temps de loisirs. Parmi les étudiants d'origine modeste, seuls ceux qui ont été affectés par la réduction de l'aide publique intervenue entre 1965 et 1973 (cf. *Tableau I*) ont réagi en priorité à la dégradation de leur situation présente.

Le modèle d'éligibilité et la vérification qu'en a proposé son auteur établissent que l'évolution du temps consacré à l'étude comme celle du temps consacré aux loisirs constituent deux indicateurs sensibles aux modifications

(7) Toute augmentation (réduction) du temps consacré à l'étude ne se traduit pas par une augmentation proportionnelle de la réussite (l'échec) aux examens.

TABEAU I. — Sources de revenus des étudiants (Universités seulement) en 1963, 1973, 1982.

Illustration non autorisée à la diffusion

qui affectent la situation des étudiants : le premier, à tous les changements concernant leurs perspectives de gains; le second, à l'évolution des aides de toute nature que les étudiants sont susceptibles de recevoir. Dans la mesure où la part de l'aide publique et familiale dans le budget des étudiants a peu varié au cours des dix dernières années (1973-1982), on peut faire l'hypothèse que le temps de loisir est lui-même resté constant sur cette période et limiter le modèle d'éligibilité aux variations concernant le temps consacré à l'étude et celui alloué à l'exercice d'une activité rémunérée. En considérant pour simplifier deux périodes, le présent passé à l'université et le futur passé sur le marché du travail, l'effort studieux optimal (TE) du jeune bachelier ayant décidé d'entrer à l'université s'exprime alors dans l'égalité suivante (voir Lévy-Garboua, 1979, p. 199) :

$$[1] \quad \frac{f'_{TE} \cdot y}{w} = 1 + r_{TE} \geq 1 + r \quad (8)$$

avec

$$f'_{TE} > 0; f''_{TE} < 0$$

Le modèle qui donne une formulation précise du taux de rendement marginal des études, demeure fidèle à l'interprétation économique traditionnelle selon laquelle le jeune bachelier renonce à se rendre à l'université lorsque le taux de rendement marginal de l'effort studieux (r_{TE}) est inférieur au taux de rendement réel des autres placements que s'offrent à lui (r). Cependant, en considérant qu'à travers une baisse du temps d'étude l'étudiant a la possibilité d'élever la rentabilité de son investissement éducatif, le modèle apporte également une explication à la rigidité à la baisse des effectifs universitaires à laquelle nous nous intéressons; il révèle que, malgré la diminution des avantages associés à l'obtention d'un diplôme, les bacheliers ont pu continuer à se rendre à l'université, mais en consacrant moins de temps à l'étude que leurs aînés.

- (8) (f) étant la fonction de réussite aux examens,
(y) les revenus supplémentaires associés à l'obtention du diplôme,

- (w) le salaire que le jeune bachelier peut obtenir en se rendant directement sur le marché du travail,
(r) le taux d'intérêt réel de l'économie.

2. L'inflation des diplômes et ses limites

Pour réel qu'il soit, l'amenuisement des perspectives professionnelles des diplômés pourrait ne pas avoir diminué pour autant l'intérêt des bacheliers à se rendre dans l'enseignement supérieur.

Pour J.-C. Passeron, c'est le maintien de la « valeur relationnelle » des titres scolaires ou, pour être plus fidèle à sa pensée, la résistance des individus à percevoir l'évolution de cette valeur dans le contexte d'une forte inflation des diplômes, qui pourrait justifier la stabilité de la demande d'enseignement supérieur en dépit de la baisse de la rentabilité sociale et pécuniaire des études.

Cette thèse, qui ôte à l'évolution récente des effectifs universitaires son caractère paradoxal, trouve un autre support dans le constat auquel sont parvenus les chercheurs qui ont observé au niveau global l'évolution des conditions d'insertion professionnelle des jeunes et sur lequel nous nous pencherons plus longuement dans cette section. Dans le contexte d'une dégradation générale des conditions d'accès des jeunes à la vie active qui s'observe depuis le début des années soixante-dix, les diplômes seraient demeurés une protection efficace contre les difficultés du marché du travail; l'inflation des diplômes, loin de pénaliser les diplômés, aurait permis à ces derniers d'améliorer leur position relative sur le marché de l'emploi au prix d'un fort déclassement des non-diplômés. Le rapprochement des données collectées à l'occasion des enquêtes Formation Qualification Professionnelle de 1970 et 1977 fait clairement apparaître que, face à la pénurie d'emplois correspondant à leur formation, les diplômés, en se tournant vers des emplois moins qualifiés, ont provoqué en cascade d'importants déséquilibres sur les segments inférieurs du marché de l'emploi.

Entre les périodes 1965-1970 et 1972-1977, la proportion de diplômés (9) de l'enseignement supérieur accédant directement (10) à des emplois de cadres supérieurs à leur entrée dans la vie active a baissé à tous les niveaux de diplômes (11), à l'exception des anciens élèves des grandes écoles. Limitée parmi les diplômés de l'enseignement universitaire de niveau I (— 3,5 %), cette baisse a surtout affecté les diplômés de niveau II (— 18,2 %) et de niveau III (— 27,6 %).

Dans le même temps, la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur accédant à des emplois de cadres moyens et d'employés a fortement augmenté, privant ainsi les bacheliers d'une partie importante de leurs débouchés traditionnels. Entre 1972 et 1977, seulement 42,3 % des diplômés

(9) Hommes uniquement. Ce choix se justifie par le fait que lui seul rendait possible la distinction entre diplômés de niveau I de l'enseignement universitaire et anciens élèves des Grandes Ecoles; à cette exception près, les calculs effectués en considérant ensemble les hommes et les femmes aboutissent à des résultats proches de ceux présentés ici.

(10) Sur l'ensemble de la période considérée.

(11) Diplôme le plus élevé obtenu :
— niveau IV : baccalauréat général, baccalauréat technique.
— niveau III : DEUG, BTS, DUT.
— niveau II : Licence, Maîtrise, CAPES.
— niveau I : Grandes Ecoles, Doctorat de 3^e cycle, agrégation.

TABEAU II. — *Proportion de diplômés classés cadres supérieurs à leur entrée sur le marché du travail aux deux périodes considérées selon le niveau de diplôme (hommes).*

Illustration non autorisée à la diffusion

de niveau IV (12) ont accédé à un emploi de cadre moyen contre 64,6 % entre 1965 et 1970 (soit une baisse de 34,5 %).

En considérant ensemble l'accès aux catégories cadres moyens et cadres supérieurs, la dégradation des conditions d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur survenue entre les deux périodes étudiées apparaît finalement très limitée en regard de celle qu'ont connue les bacheliers (cf. *Tableau III*).

TABEAU III. — *Proportion de diplômés classés cadres moyens et cadres supérieurs à leur entrée sur le marché du travail aux deux périodes considérées selon le niveau de diplôme (hommes)*

Illustration non autorisée à la diffusion

A la lecture de ces données, on peut être tenté de conclure que l'inflation des diplômes n'a pas modifié la hiérarchie des situations professionnelles auxquelles accèdent les diplômés de différents niveaux à leur entrée sur le marché du travail, et d'attribuer au maintien de la rentabilité relative de chacun des diplômes l'évolution récente des effectifs universitaires.

Au-delà des apparences, ces résultats ne permettent pas de rejeter l'hypothèse formulée par L. Lévy-Garboua : la dégradation des conditions d'accès à la vie active des bacheliers sur laquelle repose l'hypothèse de la stabilité ou de l'amélioration relative de la situation professionnelle des diplômés peut également résulter de l'adaptation des étudiants à la baisse de la rentabilité de leurs études.

Au niveau du premier cycle de l'enseignement supérieur, le développement du salariat étudiant et la baisse de la réussite aux examens qui naît de la baisse du temps d'études, devraient contribuer à augmenter les insertions au niveau

(12) Y.compris les instituteurs possédant un diplôme de niveau III (Cf. Pohl, Soleilhavoup, 1982, tableau 104).

du baccalauréat. La dégradation des conditions d'insertion à ce niveau d'étude proviendrait alors, outre d'une forte augmentation des demandes d'emploi, de la spécificité de la population concernée, composée, d'une part, d'individus à la recherche d'emplois qui offrent une grande disponibilité (les étudiants salariés) et, d'autre part, de la fraction la moins brillante des précédentes générations de bacheliers (les étudiants ayant échoué dans l'enseignement supérieur). A l'origine de cette double interprétation de la dégradation des conditions d'insertion professionnelle des diplômés de niveau IV, on trouve un mode d'enregistrement des entrées dans la vie active, retenu dans le cadre des enquêtes Formation Qualification Professionnelle, qui opère une totale confusion entre les bacheliers qui renoncent à s'inscrire dans l'enseignement supérieur et les étudiants qui se présentent sur le marché du travail à ce niveau de diplôme tout en poursuivant leurs études ou après avoir échoué à leurs examens. Dans ces enquêtes, l'insertion professionnelle est repérée par le passage d'une situation d'élève, d'étudiant ou de militaire en début de période à celle de salarié en fin de période; dans ces conditions, la prise d'emploi en cours d'étude est considérée comme une insertion pour peu que l'étudiant se déclare actif à l'enquête; de la même manière, l'analyse d'insertion étant conduite par niveau de diplôme (13), toute entrée dans le vie active après un ou plusieurs échecs dans le premier cycle de l'enseignement supérieur est considérée comme une insertion au niveau du baccalauréat.

La comparaison des flux de sortie du système éducatif et des flux d'entrée dans la vie active par niveau de diplôme, menée dans le cadre des bilans Formation Emploi, fait clairement apparaître que la dégradation des conditions d'insertion professionnelle au niveau baccalauréat ne peut être imputée aux bacheliers qui renoncent à s'inscrire dans l'enseignement supérieur, mais provient effectivement de la formation d'un marché du travail des « bacheliers de l'enseignement supérieur ». En 1973, l'enquête « Emploi » de l'I.N.S.E.E. enregistrait 125 000 entrées de bacheliers sur le marché du travail; au même moment, les statistiques des différents ministères formateurs ne faisaient état que de 82 900 sorties du système éducatif à ce niveau de diplôme. Selon les auteurs du Bilan Formation Emploi, cette importante différence entre les deux sources est presque essentiellement imputable au salariat étudiant, assimilé à une insertion professionnelle selon un principe de repérage proche de celui décrit précédemment pour les enquêtes FQP, mais ignoré par les ministères formateurs qui définissent les sorties du système éducatif par le critère de la non-réinscription dans un établissement d'enseignement. Par ailleurs, une décomposition fine des sorties du système éducatif fait apparaître que sur les 82 900 bacheliers considérés, environ 58 500 (soit plus de 70 %) quittaient le système éducatif à ce niveau de diplôme après un ou plusieurs échecs dans l'enseignement supérieur (niveau IV supérieur). En 1977, toujours selon les mêmes sources, 132 900 bacheliers sont entrés sur le marché du travail alors que l'on enregistrait seulement 59 000 sorties du système éducatif à ce niveau de diplôme, dont 49 900 (84,6 %) imputables à des échecs dans l'enseignement supérieur. De tous ces éléments, il ressort qu'entre 1973 et 1977, la dégradation

(13) Diplôme le plus élevé obtenu.

du marché du travail des diplômés de niveau IV particulièrement visible à travers le rapprochement des données des enquêtes FQP n'a pas concerné les bacheliers, de moins en moins nombreux à entrer sur le marché du travail sitôt obtenu leur diplôme (14), mais uniquement les étudiants qui se sont portés sur ce marché, dans le cadre de la stratégie adoptée pour maintenir la rentabilité de leur investissement éducatif.

Bien qu'elle aboutisse à expliquer des faits identiques, cette analyse est à bien des égards différente de celle développée précédemment. Sous l'hypothèse de l'amélioration relative de la situation professionnelle des diplômés, la régulation de l'inflation des diplômes s'opère immédiatement et au détriment des non-diplômés; notre analyse révèle que cette régulation s'effectue au sein du groupe des étudiants et sur une période de temps plus importante. Ce n'est qu'à terme que les deux hypothèses se rejoignent dans la prédiction d'une amélioration de la position relative des diplômés.

Par rapport à la présentation antérieure du modèle d'éligibilité, notre analyse met en lumière l'existence d'un processus grâce auquel l'adaptation des étudiants aux « contradictions de l'Université de masse » crée à terme les conditions d'une disparition temporaire de ces contradictions. La réduction du temps d'étude et le développement du salariat qui, dans un premier temps, assurent le maintien de la rentabilité des études malgré l'inflation des diplômes, contribuent dans un second temps à abaisser le salaire offert sur le marché du travail des bacheliers et donc le coût d'opportunité des études supérieures. Dans ce contexte, les seuls à souffrir de la file d'attente pour les emplois disponibles née de l'insuffisance des emplois ouverts aux diplômés sont les étudiants eux-mêmes, qui, avec l'adoption du comportement d'éligibilité, se voient, pour nombre d'entre eux, contraints de prendre un emploi sans posséder d'autres diplômes que le baccalauréat.

Un second test des deux hypothèses étudiées peut être proposé en considérant non plus l'évolution des conditions d'accès au marché du travail à différents niveaux de diplômes, mais l'évolution du comportement des étudiants. A l'hypothèse formulée par L. Lévy-Garboua selon laquelle les étudiants ont associé la baisse de leurs revenus futurs à une dégradation de leur situation relative, devrait correspondre une baisse du temps d'étude non contraint. On peut démontrer que l'hypothèse qui annonce une amélioration de la situation relative des diplômés, tout comme l'hypothèse formulée par J.-C. Passeron qui attribue au titre universitaire une valeur stable, conduisent à la prédiction inverse.

(14) Entre ces deux dates, les statistiques des ministères formateurs citées dans les bilans Formation Emploi font apparaître que le taux

de passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur est passé pour les bacheliers (diplômés) de 87,1 à 96,4 %.

II. — Évolution du comportement des étudiants

1. Les prédictions du modèle

Le modèle d'éligibilité se présente comme une version généralisée du modèle économique de la demande d'éducation qui prend en compte, à côté des variables traditionnelles (gains supplémentaires associés à la détention d'un diplôme, coût d'opportunité des études), le contrôle que les étudiants exercent, à des degrés variables suivant les institutions, sur l'allocation de leur temps. A ce titre, il fournit un cadre théorique qui permet de tester les différentes hypothèses relatives à l'évolution récente des effectifs universitaires examinées précédemment et, plus généralement, d'étudier l'évolution prévisible du temps d'étude (TE) — et donc par soustraction du temps alloué à l'exercice d'une activité rémunérée en cours d'étude (TW) — en fonction de l'évolution respective des gains supplémentaires associés à l'obtention du diplôme (y) et du salaire offert aux non-diplômés (w). En partant de l'équation [1] et en supposant la constance du taux d'intérêt réel de l'économie, le sens de ces évolutions nous est donné par :

$$[2] \quad \frac{d f'_{TE}}{f'_{TE}} + \frac{dy}{y} - \frac{dw}{w} = 0$$

$$\text{ou [2bis]} \quad \frac{f''_{TE}}{f'_{TE}} d TE + \frac{dy}{y} - \frac{dw}{w} = 0$$

A partir de [2bis], on peut exprimer directement les variations de TE en fonction de celles de y et de w :

$$[3] \quad d TE = \frac{1}{\alpha} \left(\frac{dw}{w} - \frac{dy}{y} \right)$$

$$\text{avec} \quad \alpha = f''_{TE}/f'_{TE} < 0$$

A partir de cette expression on retrouve l'analyse formulée par L. Lévy-Garboua selon laquelle la perception d'une dégradation de leur situation relative conduit les étudiants à réduire leur effort studieux et par conséquent à augmenter le temps alloué à l'exercice d'une activité rémunérée en cours d'étude; d'après [3], ceci se traduit en termes mathématiques simples par :

$$[4] \quad d TE < 0 \text{ lorsque } \frac{dy}{y} < \frac{dw}{w}$$

Dans ce cas la baisse de la rentabilité du diplôme est compensée par une réduction du coût des études, obtenue cependant au détriment de la probabilité de réussite aux examens.

A l'inverse, le modèle prédit que la perception par les étudiants d'une amélioration (stabilité) (15) de leur situation relative les incitera à augmenter (maintenir) leur effort studieux et donc à réduire (maintenir) le temps alloué à l'exercice d'une activité rémunérée.

$$[5] \quad d\text{TE} \geq 0 \text{ lorsque } \frac{dy}{y} \geq \frac{dw}{w}$$

L'augmentation (le maintien) du « bénéfice de l'accès au marché des "élites" » incite les étudiants à augmenter (préserver) leurs chances de réussite aux examens.

A court ou moyen terme, l'évolution du temps librement consacré à l'étude par les étudiants (à l'exercice d'une activité rémunérée) offre un test des différentes hypothèses étudiées : une baisse du temps d'étude permettrait de vérifier l'analyse développée par L. Lévy-Garboua; à l'opposé, la constance de l'effort studieux établirait la pertinence de l'hypothèse avancée par J.-C. Passeron, tandis que son augmentation viendrait à l'appui de l'hypothèse d'une amélioration de la situation relative des diplômés. Toutefois, sur une plus longue période, l'évolution de cette variable ne devrait plus être discriminante; comme nous l'avons précédemment souligné, le développement du salariat étudiant et la baisse de la réussite aux examens qui résultent de l'adoption par les étudiants du comportement d'éligibilité, devraient entraîner une baisse du salaire offert aux non-diplômés et ainsi à long terme favoriser une reprise de l'effort studieux (16).

2. Effort studieux et salariat étudiant

Pour étudier l'évolution du comportement des étudiants au cours des dix dernières années nous disposons, d'une part, de l'enquête réalisée en 1973 par le C.R.E.D.O.C. et l'I.R.E.D.U. (17) auprès d'un échantillon de 2 180 individus représentatifs des étudiants engagés dans les deux premiers cycles des universités; d'autre part, nous avons obtenu que soit mis à notre disposition un certain nombre de données tirées des enquêtes conduites successivement en 1977 (n = 4 500) en 1979 (n = 3 000) et en 1982 (n = 2 000) à la demande

(15) Dans le cadre de l'hypothèse formulée par J.-C. Passeron, les étudiants victimes d'une erreur de perception agissent comme si l'obtention du diplôme continuait à leur apporter les mêmes avantages qu'avant sa diffusion à une partie importante de la population.

(16) Le modèle suppose que la préférence des employeurs pour les diplômés se vérifie quel que soit le temps moyen consacré à l'étude. Une forte diminution du temps d'étude en abaissant

la qualité des diplômes pourrait cependant entamer la confiance des employeurs dans la valeur des titres et donc interdire ce retour à l'équilibre par un véritable « effondrement du cours des diplômes ».

(17) CREDOC : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie. IREDU : Institut de recherche en économie de l'éducation.

de *L'Étudiant* auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des étudiants et des élèves des trois cycles de l'enseignement supérieur. Toutes ces enquêtes ont été redressées pour fournir des estimations représentatives au niveau national; elles permettent de saisir le temps que les étudiants consacrent à leurs études (temps d'étude non contraint, temps consacré aux cours et aux travaux pratiques), l'importance (temps plein, temps partiel) et la régularité (régulier, occasionnel) de la pratique d'une activité rémunérée en cours d'étude.

Au prix de certains redressements la réunion de ces données permet d'observer l'évolution du comportement des étudiants sur une période de dix ans à l'université (1973-1982) et de cinq ans au niveau de l'ensemble de l'enseignement supérieur (1977-1982).

Nous disposons d'une évaluation du temps consacrée à l'étude pour les quatre années de référence; établie sur la base d'une enquête de budget-temps en 1973, elle résulte pour les années 1977, 1979 et 1982 d'une estimation que nous avons réalisée à partir des réponses apportées par les étudiants. Par ailleurs, afin d'améliorer la comparabilité de ces données, nous avons cherché à réduire le biais résultant de la prise en compte des étudiants de 3^e cycle dans les enquêtes de *L'Étudiant*. Grâce aux données qui ont pu nous être fournies, nous avons procédé à ce redressement pour l'enquête la plus récente (1982).

Malheureusement, pour ce qui concerne le salariat étudiant, les seules données qui soient réellement comparables sont celles de l'enquête C.R.E.D.O.C.-I.R.E.D.U. de 1973 et celles recueillies à la demande de *L'Étudiant* en 1982 (18). Ceci nous prive de toute analyse temporelle au niveau de l'ensemble de l'enseignement supérieur et limite l'appréciation du phénomène à la saisie de deux points seulement pour l'université. Un redressement des résultats de 1982 identique à celui opéré sur le temps d'étude devrait toutefois conférer un plus grand intérêt au rapprochement de ces données.

L'exercice d'une activité rémunérée en cours d'étude

La forte spécificité d'une part importante des emplois occupés par les étudiants (surveillants, enseignants, emplois marginaux divers, etc.) (19) rend difficile la saisie de cette pratique lorsque, comme cela est généralement le cas, sa catégorisation (temps plein/temps partiel; activité occasionnelle/activité régulière) est entièrement laissée à l'appréciation des personnes enquêtées.

Cette incertitude et le désir d'assurer la plus grande comparabilité possible aux données des enquêtes à notre disposition nous ont conduit à ne retenir que deux indicateurs d'activité. Le premier, destiné à la saisie du phénomène dans ses limites les plus larges, considère les étudiants qui exerçaient une activité rémunérée de quelque nature qu'elle soit au moment où se sont déroulées les différentes enquêtes. Le second retient uniquement les étudiants qui ont déclaré exercer une activité régulière (20), quelle que soit l'importance de celle-ci.

(18) Compte tenu de la manière dont a été saisi le salariat étudiant dans les enquêtes de 1977 et de 1979 (réponses multiples), le calcul des deux indicateurs que nous avons retenus

conduirait à surestimer le phénomène.

(19) Sur ce plan, cf. **Foucher** (1982).

(20) Par opposition à occasionnelle.

Entre 1973 et 1982, le salariat étudiant a connu un réel développement à l'université. Si sur cette période la proportion d'étudiants salariés *largo sensu* (Tableau IV) a augmenté de 15,5 % (de 32,2 % à 37,2 %), on a surtout assisté à un développement du salariat régulier (Tableau V); de 1973 à 1982, la proportion d'étudiants exerçant une activité régulière est passée de 18,1 % à 22,0 %, soit une augmentation de 21,5 % (21).

TABLEAU IV. — Proportion d'étudiants et d'élèves ayant exercé au moins un emploi à temps partiel occasionnel à la date de l'enquête.

A large rectangular box containing the text "Illustration non autorisée à la diffusion" in a light gray font, centered horizontally and vertically. This box represents the missing content of Table IV.

TABLEAU V. — Proportion d'étudiants et d'élèves ayant exercé une activité régulière à la date de l'enquête.

A large rectangular box containing the text "Illustration non autorisée à la diffusion" in a light gray font, centered horizontally and vertically. This box represents the missing content of Table V.

(21) La prise en compte des étudiants de pharmacie et dentaire à côté de ceux de médecine dans l'enquête *L'Étudiant* de 1982 interdit toute interprétation de l'évolution du salariat dans cette filière et introduit un biais dans la comparaison des indicateurs d'activités calculés pour l'ensemble des universités. Afin d'éliminer ce biais, nous avons procédé au calcul des deux

indicateurs en excluant cette filière. La tendance observée est très comparable à celle décrite précédemment : sur la période étudiée la proportion d'étudiants salariés *largo sensu* a augmenté de 12,6 % (passant de 34,7 % en 1973 à 39,1 % en 1982) et la proportion d'étudiants exerçant une activité régulière de 21,6 % (de 19,4 % en 1973 à 23,6 % en 1982).

Limitée à l'année 1982, la saisie du phénomène au niveau de l'ensemble de l'enseignement supérieur (22) fait apparaître d'importantes différences entre les institutions : moins répandue qu'à l'université (*Tableau IV*), la pratique d'une activité rémunérée en cours d'étude dans les principales institutions de l'enseignement supérieur non universitaire (sections techniques, Grandes Écoles) se réduit plus fréquemment à l'occupation d'emplois occasionnels (*Tableau V*). Tandis qu'à l'université les étudiants exerçant une activité régulière représentent 59,1 % de l'ensemble des étudiants salariés (60,4 % si l'on considère toutes les filières à l'exception de la médecine), ils ne représentent au niveau des institutions du secteur non universitaire que 47,8 % des élèves salariés (dans les Grandes Écoles seulement 36,7 % des élèves salariés).

Le temps consacré à l'étude

A partir des données à notre disposition, nous avons calculé, pour les différentes filières de l'enseignement supérieur, le temps moyen hebdomadaire consacré à l'étude qui se décompose en deux éléments : le temps librement consenti au travail universitaire (23) et le temps consacré à la fréquentation des cours, travaux dirigés et travaux pratiques. Dans la mesure où, dans ce dernier cas, l'indicateur étudié n'est pas le temps d'étude obligatoire, mais celui librement consenti aux cours et aux activités pratiques; il procède également, mais à des degrés divers suivant les institutions, des choix opérés par les étudiants.

Une forte baisse du temps librement consacré à l'étude est intervenue au cours des dix dernières années dans toutes les institutions de l'enseignement supérieur à l'exception des Grandes Écoles (*Tableau VI*).

TABLEAU VI. — *Temps moyen hebdomadaire librement consacré à l'étude (en heures et dixièmes d'heures)*

Illustration non autorisée à la diffusion

(22) Sur les différentes sources statistiques concernant le salariat étudiant et les problèmes posés par l'évaluation du phénomène, cf. **Peau-**

celle (1982).

(23) Temps d'étude personnel.

L'importance et la régularité de la baisse de l'effort studieux à l'université semblent de nature à établir ce résultat en dépit de la relative imprécision des données disponibles. Entre 1973 et 1982, pour l'ensemble des disciplines universitaires, le temps moyen hebdomadaire librement consacré à l'étude est passé de 23,5 heures à 12,7 heures, soit une baisse de près de 46 % (49,5 % en excluant Médecine). En 1968, sur la base d'une enquête de budget-temps réalisée auprès de 170 étudiants de sociologie, A. d'Houtaud a estimé le temps moyen hebdomadaire librement consacré à l'étude à 25,4 heures (24). Malgré la fragilité de ces données, il semblerait que la baisse de l'effort studieux soit antérieure à 1973 et qu'elle se soit accélérée depuis cette date.

Au cours des cinq dernières années, au niveau de l'ensemble de l'enseignement supérieur, la baisse du temps d'étude personnel a été d'environ 16,0 % (de 14,8 heures en 1977, à 12,4 heures en 1982), plus sensible à l'université (– 17,5 %) que dans les institutions du secteur non universitaire (– 10,6 %).

Au sein de l'université, des comportements différenciés s'observent dans le temps qui semblent répondre à l'évolution de la situation professionnelle des diplômés des différentes disciplines. La baisse du temps d'étude personnel, très importante dans les disciplines en déclin (Lettres, Sciences) dans la première partie de la période étudiée (1973-1979), a ensuite affecté les Sciences Économiques, vraisemblablement victimes du succès qu'elles ont remporté auprès des bacheliers quelques années plus tôt. En assurant une relative égalisation des perspectives de gains au sein des différentes disciplines, la réorientation des bacheliers à l'intérieur du secteur ouvert de l'enseignement supérieur a conduit à une homogénéisation assez forte des comportements.

Seules parmi toutes les institutions de l'enseignement supérieur à délivrer des titres qui ont été épargnés par la dégradation du marché du travail des diplômés (25), les Grandes Écoles n'ont pas connu cette chute de l'effort studieux; on observe au contraire qu'il s'agit de la seule institution pour laquelle le temps moyen librement consacré à l'étude est en 1982 plus élevé qu'il ne l'était en 1977 (12,0 heures contre 11,0, soit une augmentation de 9 %).

Le temps consacré aux cours et aux activités pratiques est pour sa part resté très stable tout au long de la période étudiée pour l'ensemble des institutions; il a même augmenté sensiblement dans certaines disciplines comme les Sciences (+ 23 % entre 1973 et 1979) (26).

Du fait de la baisse du temps d'étude personnel, le temps d'étude sur place a pris de plus en plus d'importance dans le temps d'étude total. A l'université, toutes disciplines confondues, la part du temps consacré aux cours et aux activités pratiques est en effet passé de 40,4 % en 1973 à 54,0 % en 1979. La tendance est encore plus nette en Lettres/Sciences Humaines et en Sciences puisque la part du temps d'étude sur place dans le temps d'étude total pour

(24) Temps d'étude personnel 25,4 heures, temps consacré au cours et aux travaux pratiques 14,8 heures.

(25) Cf. *supra* Tableau II.

(26) La question relative au temps consacré

aux cours et aux activités pratiques n'ayant pas été reprise dans l'enquête *L'Étudiant* en 1982, l'année 1979 est la plus récente pour laquelle il soit possible de procéder à l'estimation du temps d'étude total.

**TABEAU VII. — Temps moyen hebdomadaire consacré aux cours et aux activités pratiques
(en heures et dixièmes d'heures).**

Illustration non autorisée à la diffusion

ces deux disciplines est passé respectivement sur la même période de 37,9 % à 57,8 % et de 44,5 % à 67,0 %.

Le temps d'étude total varie aujourd'hui très fortement d'une filière de l'enseignement supérieur à l'autre. En 1979, alors qu'un étudiant en Lettres/Sciences humaines consacrait 25,8 heures à ses études, un élève d'une section technique (B.T.S., I.U.T.) y passait 38,4 heures; les étudiants en Sciences Économiques (26,1 heures), en Sciences (33,9 heures), en Médecine (35,8 heures) et les élèves des Grandes Écoles (36,5 heures) se situent entre ces deux extrêmes.

Ces différents éléments constituent autant de faits à porter à l'appui de l'analyse développée par L. Lévy-Garboua selon laquelle les étudiants de l'enseignement supérieur, et plus particulièrement ceux inscrits à l'université, ont perçu une dégradation de leurs perspectives de gains et se sont adaptés à cette situation.

A l'exception des élèves des Grandes Écoles épargnés par la dévaluation des diplômes, les étudiants ont sensiblement réduit leur temps d'étude. Dans le même temps, on a assisté à un réel développement du salariat étudiant et notamment du salariat régulier. A tous ces égards les étudiants inscrits dans les filières ouvertes de l'enseignement supérieur ont eu sur la période étudiée un comportement ultra-typique.

Bien qu'il faille être extrêmement prudent en la matière, il semble qu'entre 1979 et 1982 on ait commencé à assister à la reprise de l'effort studieux annoncée par le modèle. En fait, si les signes d'une telle reprise sont nets au niveau du secteur pré-sélectif de l'enseignement supérieur (institutions non universitaires et facultés de médecine), il ne s'agit au niveau du secteur ouvert de l'université que d'une stabilisation de la tendance observée au cours des années précédentes. Une enquête récemment réalisée par *L'Étudiant* et le

magazine *L'Express* (27) apporte sur ce plan quelques informations complémentaires.

Limitée aux étudiants des premier et deuxième cycles des universités de Droit, Sciences Économiques, Lettres, Sciences Humaines et Sciences, cette enquête permet d'observer une assez nette reprise de l'effort studieux au sein des trois filières du secteur ouvert de l'université. A ce niveau entre 1982 et 1983, le temps moyen hebdomadaire librement consacré à l'étude aurait augmenté de 22,9 % passant de 10,9 heures à 13,4 heures (28). Compte tenu de l'approche retenue qui privilégiait l'université comme critère de sélection, il ne nous a pas été possible de disposer directement des résultats par discipline. Néanmoins en considérant uniquement les universités qui abritaient de manière quasi exclusive une discipline donnée, nous avons estimé le temps d'étude personnel pour les trois filières (29). Les résultats qui doivent être considérés avec prudence, font apparaître que la reprise de l'effort studieux observée précédemment serait principalement imputable aux étudiants des universités de Sciences (30) : entre 1982 et 1983, le temps librement consacré à l'étude serait passé de 11,2 heures à 12,6 heures en Droit/Sciences Économiques (+ 12,5 %), de 10,5 heures à 11,9 heures en Lettres (+ 13,3 %), mais de 11,1 heures à 16,7 heures en Sciences (+ 50,5 %).

Enfin, conformément à l'analyse que nous avons précédemment développée quant à l'évolution passée du marché du travail des bacheliers, nous pouvons observer que la baisse du temps d'étude personnel intervenue au cours des dix dernières années s'est accompagnée d'une baisse très sensible du taux de réussite aux examens.

Les estimations (31) auxquelles nous nous sommes livrés pour les trois filières du secteur ouvert de l'université font en effet apparaître (cf. *graphique*) qu'une chute très brutale du taux de réussite en premier cycle est intervenue entre 1971 et 1977 (promotions d'étudiants ayant pris une première inscription à l'université entre 1970/1971 et 1974/1975), soit sur une période au cours de laquelle la baisse du temps d'étude enregistrée pour ces trois filières a été la

(27) *Les dossiers de L'étudiant* n° 36, juin 1983, *L'Express* n° 1 665, 3-9 juin 1983; enquête réalisée auprès de 3 189 étudiants.

(28) L'enquête comprenait également les élèves des Instituts d'Etudes Politiques; cependant l'estimation du temps moyen librement consacré à l'étude obtenue en excluant les universités auxquelles sont rattachés ces Instituts (13,6 heures) ne diffère pas significativement de celle portant sur l'ensemble des universités.

(29) Parmi 53 universités retenues par *L'Etudiant*, nous avons considéré celles dont au moins 85 % des effectifs étaient inscrits dans une même discipline : soit 6 universités en Droit/Sciences Économiques, 6 en Sciences et 7 en Lettres/Sciences Humaines.

(30) Ce dernier résultat, s'il se confirmait, pourrait s'expliquer dans le cadre de notre analyse par le succès que rencontrent sur le

marché du travail les diplômes à finalité professionnelle. Maîtrise de Sciences et Techniques (MST), Maîtrise d'Informatique Appliquée à la Gestion des Entreprises (MIAGE), qui de 1973 à 1979 sont passées de 7 % à 20 % du nombre total de maîtrises délivrées en Sciences (cf. CEREQ, 1982b).

(31) Deux indicateurs du taux de réussite ont été estimés : le premier basé sur la durée normale du cycle met en rapport le nombre d'étudiants inscrits en première année (redoublants exclus), l'année n , et le nombre de diplômes de premier cycle délivrés en $n + 1$; le second qui prend en compte l'éventualité d'une durée normale supérieure à la durée théorique du cycle met en rapport le nombre d'étudiants inscrits en première année, l'année n , et le nombre de diplômes délivrés en $n + 2$. Le graphique 1 est basé sur la moyenne arithmétique de ces deux indicateurs.

plus importante (*Tableau VI*); passée cette première période, la baisse du taux de réussite s'est poursuivie en Lettres/Sciences Humaines tandis que l'on assistait à une remontée en Sciences et en Droit/Sciences Économiques.

*Evolution du taux de réussite en 1^{er} cycle
pour les trois filières du secteur ouvert de l'enseignement supérieur
entre 1968/1969 et 1977/1978.*

Conclusion

Les éléments auxquels nous sommes parvenus au terme de l'étude des flux d'insertion des diplômés et à l'examen de l'évolution récente du comportement des étudiants nous semblent de nature à établir la supériorité de l'hypothèse d'éligibilité sur les autres hypothèses examinées. Tous ces résultats sont en effet conformes à l'analyse selon laquelle les étudiants se sont adaptés à un amenuisement de leurs perspectives professionnelles en s'efforçant d'abaisser le coût de leurs études. S'ils y sont parvenus, c'est au prix d'une forte baisse de temps consacré à l'étude et d'un développement de la pratique d'une activité rémunérée en cours d'étude. A l'évidence, nous manquons d'éléments pour apprécier les comportements respectifs des étudiants engagés dans les différentes institutions de l'enseignement supérieur; cependant l'opposition

entre étudiants du secteur ouvert de l'université et élèves des Grandes Écoles, ou, à un niveau plus global, entre étudiants du secteur ouvert et élèves du secteur pré-sélectif, est tout à fait révélatrice de la sensibilité des comportements à l'évolution de la valeur des diplômes sur le marché de l'emploi (32); tandis que les étudiants réagissaient vivement à la dévaluation des titres universitaires, les élèves des Grandes Écoles, après avoir vu leurs aînés améliorer leur position relative sur le marché du travail, maintenaient et même augmentaient légèrement leur temps d'étude.

Même s'il est impossible d'accorder à ces données un poids qu'elles ne sauraient légitimement posséder, les opinions exprimées par les élèves des différentes institutions de l'enseignement supérieur à l'occasion de l'enquête de *L'Étudiant* (1982) traduisent assez fidèlement cette opposition des comportements et témoignent à leur manière de la conscience que les étudiants ont des différents arbitrages examinés dans le cadre du modèle d'éligibilité.

Proportionnellement plus nombreux que leurs camarades du secteur pré-sélectif à penser qu'ils ne trouveront pas un emploi correspondant à la formation qu'ils ont reçue (20,3 % contre 6,2 %) et à se déclarer insatisfaits de leurs études (34,6 % contre 23,2 %), les étudiants du secteur ouvert de l'enseignement supérieur sont également plus nombreux à envisager de prolonger leurs études (61,3 % contre 51,4 %), notamment pour « jouir du statut d'étudiant et retarder leur entrée dans la vie active » (27,0 % contre 22,4 %) (33).

A tous ces égards, le comportement des étudiants de Lettres semble particulièrement significatif : tandis que 26,8 % d'entre eux pensent qu'ils ne trouveront pas un emploi correspondant à leur formation et que 41,0 % se déclarent insatisfaits de leurs études, 31,3 % souhaitent prolonger leurs études dans le seul but de « jouir du statut d'étudiant ».

Conformément aux prédictions du modèle que nous avons développé, nous observons un changement de comportement de la part des étudiants et, plus précisément, une reprise de l'effort studieux. Ce mouvement semble déjà en œuvre au niveau de l'ensemble des institutions qui offrent (ou sont susceptibles d'offrir) une réponse institutionnelle à l'inflation des titres. Dans la mesure où la dégradation de la situation relative des bacheliers sur le marché de l'emploi, intervenue à la suite de l'adoption par les étudiants du comportement d'éligibilité, vient aujourd'hui renforcer l'attrait des diplômes, ce mouvement devrait bientôt toucher les universités. En l'absence de toute régulation institutionnelle le modèle annonce l'existence d'une stabilisation ou même d'une remontée du temps d'étude, témoin de l'adaptation des étudiants aux fluctuations de la valeur relative de leurs diplômes sur le marché de l'emploi; il conduit également à reconsidérer la manière dont les économistes abordent l'examen de la rentabilité des études par la prise en compte dans le calcul des taux de rendement, à côté des gains perçus en cours d'étude, de l'intensité des

(32) A cet égard, le comportement des seuls étudiants de Sciences semble également très significatif.

(33) Les autres envisagent de prolonger leurs études « afin d'obtenir un maximum de diplômes et augmenter leurs chances sur le marché du travail ».

efforts réellement consentis à la préparation du diplôme à l'intérieur de chaque filière.

Au plan de l'examen du comportement des étudiants, nous ne devons pas perdre de vue ce que nos résultats doivent aux hypothèses que nous avons formulées (constance du taux de loisir) et aux simplifications auxquelles la pauvreté des statistiques disponibles a pu nous conduire (analyse monovariée limitée à « l'étudiant moyen » de chaque institution). Toutefois, que l'on accepte ou non, sur la foi des éléments présentés dans cette étude, d'associer cette évolution des comportements à la situation du marché du travail, force est de reconnaître qu'elle pose clairement le problème de l'avenir de l'université et qu'à ce titre, elle mérite qu'un large débat, et sans doute d'autres études, lui soient consacrées.

Jean-Pierre JAROUSSE

C.N.R.S.-C.R.E.D.O.C.

142, rue du Chevaleret, 75013 Paris

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Affichard J., 1981. « Quels emplois après l'école ? La valeur des titres scolaires depuis 1973 », *Economie et Statistiques*, 7-26.
- Baudelot C., Benoliel R., Cukrowicz H., Establet R., 1981. *Les étudiants, l'emploi, la crise*, Paris, Maspero, 220 p.
- Boudon R., 1979. « The 1970's in France; A Period of Student Retreat », *Higher Education*, vol. 8, november, 669-681.
- Charlot A., 1983. « Les universités, le marché du travail et les emplois : monopole, concurrence et déclassement », *Formation et Emploi*, septembre, 55-62.
- Foucher L., 1982. « Les activités professionnelles des étudiants », Centre d'Etudes de l'Emploi, *Dossier de recherche*, n° 5, juillet, 113 p.
- Francesco C. (de), Jarousse J.P., 1983. « Under Utilisation and Market Value of University Degrees : findings of a Survey in France and Italy », *European Journal of Education*, vol. 18, n° 1, 65-80.
- Houtaud A. (d'), 1968. « Budget-temps des étudiants », *Economie et Humanisme*, n° 148, nov.-déc., 28-32.
- Jarousse J.P., 1980. *Evolution du comportement des étudiants*, Paris, CREDOC, 29 pages.
- Lassibille G., Levy-Garboua L., Navarro-Gomez L., Orivel F., 1980. « De l'inefficacité du système français d'enseignement supérieur, Rapport d'A.T.P. au C.N.R.S. », Dijon, CREDOC-IREDU, 130 p.
- Lemennicier B., 1977. « Les tentatives d'explication du comportement des étudiants par les économistes et la confrontation des hypothèses aux faits », *Revue française de sociologie*, 18, (1), 499-509.
- Levy-Garboua L., 1976. « Les demandes de l'étudiant ou les contradictions de l'Université de masse », *Revue française de sociologie*, 17, (1), 53-80.
- Levy-Garboua L., 1978. « Les demandes de l'étudiant ou les contradictions de l'Université de masse : réponse aux commentaires », *Revue française de sociologie*, 19, (1), 147-156.
- Meylan F., 1980. « Promotion, mythe et réalité : le cas de la fonction publique », *Economie et Humanisme*, n° 251, janvier-février, 57-75.
- Millot B., Orivel F., 1980. *L'économie de l'enseignement supérieur*, Paris, Cujas, 400 p.
- Passeron J.C., 1982. « L'inflation des diplômes : remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, 23, (4), 551-584.

- Peaucelle I.**, 1982. « Les étudiants salariés : enseignement de quelques enquêtes », *Education et Formation*, n° 1, 81-88.
- Pohl R., Soleilhavoup J.**, 1982. « Mobilité professionnelle : enquête Formation Qualification Professionnelle de 1977 », *Les Collections de l'INSEE*, Série D, n° 91, Paris, décembre, 345 p.
- Thurow L.**, 1975. *Generating Inequality, Mechanism of Distribution in the U.S. Economy*, New York, Basic Books, 258 p.
- Vinokur A.**, 1977. « L'économie de l'éducation néo-classique et la « crise de l'Université » : remarques méthodologiques sur l'article de Louis Lévy-Garboua », *Revue française de sociologie*, 18, (3), 485-498.
- CEREQ, 1977. *Les Universités et le marché du travail*. Dossier n° 14, mai, 578 p.
- CEREQ, 1981. « L'entrée dans la vie active des étudiants en Droit et Sciences Economiques à la sortie des universités », *Cahiers de l'observatoire national des entrées dans la vie active*, n° 7, Paris, La Documentation française, décembre, 115 p.
- CEREQ, 1982a. « L'entrée dans la vie active des étudiants en Lettres et Sciences Humaines à la sortie des universités », *Cahiers de l'observatoire national des entrées dans la vie active*, Paris, La Documentation française, n° 9, mars, 119 p.
- CEREQ, 1982b. « Les universités et la crise : évolution de l'entrée sur le marché du travail des étudiants scientifiques entre 1975 et 1980 », *Note d'Information du CEREQ*, n° 73, mai, 18 p.
- INSEE, 1978. « Bilan Formation-Emploi 1973. CEREQ, INSEE, SEIS », *Collections de l'INSEE*, série D, n° 59, septembre, 131 p.
- INSEE, 1981. « Bilan Formation-Emploi 1977, CEREQ, INSEE, SEIS », *Collections de l'INSEE*, série D, n° 78, avril, 175 p.
- INSEE, 1983. « Bilans Formation-Emploi années 1977 à 1980, CEREQ, INSEE, SIGES », *Archives et Documents*, n° 78, mai, 163 p.
- SEIS, 1980. « L'enseignement supérieur en France : études statistiques et de 1959-1960 à 1977-1978, SEIS », *Etudes et Documents*, Paris, Ministère de l'Education Nationale, 135 p.